



# LE CHRONO SCOPE

FÉDÉRATION NATIONALE DES SALARIÉS DU SECTEUR  
DES ACTIVITÉS POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS CGT  
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex  
<http://www.cgt-fapt.fr> - e-mail : [fede@cgt-fapt.fr](mailto:fede@cgt-fapt.fr)

N° 72  
Juin 2020

## Le bout du tunnel

**Décidément travailler pour Chronopost en 2020 n'est pas chose aisée !**

Pour commencer, travailler comme en peak période et sans protection pendant 5 semaines parce que notre direction pensait davantage à protéger ses marges que ses Hommes, à doper l'activité plutôt qu'à la ralentir.

Les syndicats se sont alors tous rassemblés en intersyndicale pour exiger des protections renforcées comme pour étendre la prime Covid et nous pensions voir le bout du tunnel lorsque nous avons unanimement signé un protocole sanitaire garantissant ces évolutions.

C'était sans compter sur VINTED qui a désorganisé notre réseau, saturé nos agences, dégradé les conditions de travail et le moral des troupes ! Plusieurs syndicats dont la CGT ont tiré le signal d'alarme en écrivant à la direction générale mais aussi au CSE du 19 mai. Le Directeur général a reconnu l'urgence de la situation et s'est engagé à la traiter. Selon lui le bout du tunnel devrait se voir à partir du 27 mai...

Le calendrier social reste chargé sur 2020 avec pour commencer la négociation de notre accord d'intéressement d'ici cet été en visio-conférence :

→ L'enjeu sera d'améliorer la part revenant aux salariés qui ne cesse de baisser depuis des années ([lire page 2](#)).

**Bon courage à toutes et tous !**

## STOP À LA PANDÉMIE VINTED !

Après une période difficile et dangereuse pendant le confinement où les salariés ont été contraints de travailler sans protection, les syndicats ont bataillé pour imposer des mesures de protection strictes. Nous avons aussi obtenu un élargissement de la prime « Covid » à 1000 euros et même une prime de 200 euros pour certains télétravailleurs au revenus modestes. La CGT avec l'ensemble des organisations syndicales avons signé le protocole sanitaire entérinant ces dispositions. Nous pensions alors que la situation allait s'améliorer...

### Et puis il y a eu VINTED !

Alors même que nos relais n'étaient pas tous ouverts, ou saturés, ce produit comme un raz de marée a submergé et désorganisé toutes nos agences. Les salariés qui travaillaient déjà dans l'anxiété d'attraper le virus n'avaient vraiment pas besoin de ça et Chronopost non plus ! Des milliers de colis en rade, de la casse comme jamais, des queues de clients parfois énervés voire agressifs à n'en plus finir, des heures perdues à chercher un colis avec le stress de devoir dire au client qu'on ne le trouve pas, des salariés moyens propres et sous-traitant fatigués, démoralisés !

De plus, ce stockage massif dans les agences renforce la promiscuité, la difficulté à respecter les distanciation, perturbe nos autres activités beaucoup plus rentables, bref c'est un virus dont Chronopost n'avait vraiment pas besoin !

Alors pourquoi avoir développé l'activité de ce client ? La baisse de l'activité pro ne le justifiait pas dans la mesure où la très forte progression du e-commerce et du food remplissait déjà nos agences !! C'est

manifestement une erreur de nos dirigeants qui se transforme en faute au regard des dégâts sur la santé physique et morale des salariés !

La CGT a donc écrit à la Direction générale le 14 mai pour tirer la sonnette d'alarme et exiger des solutions en urgence pour protéger les salariés et désengorger durablement les agences.

La demande était simple : **Soit on est capable d'être organisé pour traiter correctement VINTED, soit on l'arrête !**



Le CSE est aussi intervenu collectivement en ce sens mardi 19 mai.

**Benoît Frette, le Directeur Général a prit des engagements d'amélioration rapide devant le CSE :** Il a d'abord justifié le développement de Vinted à un moment où on perdait beaucoup d'activité et même si cela s'est télescopé avec le fort développement du B to C. Il a ensuite été décidé

plus récemment de fermer certains relais à VINTED pour désengorger les sites saturés. Il espère un retour à la normal et un arrêt des flux de clients Vinted dans nos accueils à partir du **mercredi 27 mai**.

Enfin il annonce à partir de mi-juin puis en juillet un traitement beaucoup plus allégé de ce client Vinted avec la mise en sac par les relais des objets qui ne seront plus scannés en TG2 ou TG1 (uniquement les sacs).

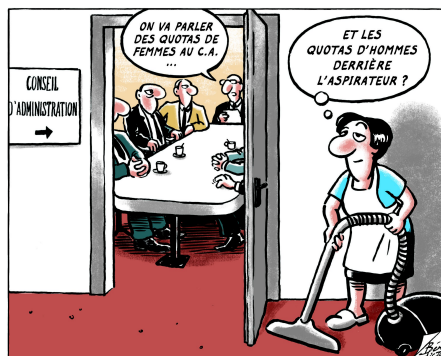
**La CGT sera très vigilante quant à une amélioration très rapide de la situation car le sujet de la santé des salariés est primordiale. Nous invitons les salariés à nous remonter toutes les situations anormales.**



## FOCUS SUR LA SITUATION FEMMES/HOMMES À CHRONOPOST : LES INÉGALITÉS SE RÉSORBENT MAIS... !

Depuis plusieurs années, diverses lois ont progressivement renforcé les obligations de l'employeur visant à réduire les inégalités salariales femmes/Hommes. La dernière loi a même imposé au 1er janvier 2019 un objectif de suppression de ces écarts de rémunération.

Les partenaires sociaux avaient anticipé cette loi dès 2018 en prévoyant dans l'accord sur l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes un dispositif de majoration automatique des augmentations de salaire des femmes employées/ouvrières de +20 % chaque année versus les hommes. Cet accord que la CGT avait signé garantissait également un taux moyen effectif d'augmentation individuelle identique aux 2 sexes.



Résultats en 2020 les inégalités s'estompent notamment dans les écarts de rémunération, les augmentations au mérite, les promotions.

**Seul gros bémol : La présence des femmes parmi les salariés aux plus hautes rémunérations :**

ZÉRO POINTÉ pour Chronopost qui ne comprend aucune femme parmi les 10 plus hautes rémunérations et ce depuis plusieurs années.

*Messieurs les dirigeants,  
combien y-a-t-il de femmes  
au CODIR ?*

*Ne pourriez vous pas montrer  
l'exemple ?*

*La balle est dans votre camp  
et chacun, chacune,  
vous regarde!*



## NÉGOCIATION DE L'ACCORD D'INTÉRESSEMENT À CHRONOPOST: **VERS UNE RÉPARTITION PLUS JUSTE ?**

**Notre accord actuel (2017 / 2019) a pris fin.**

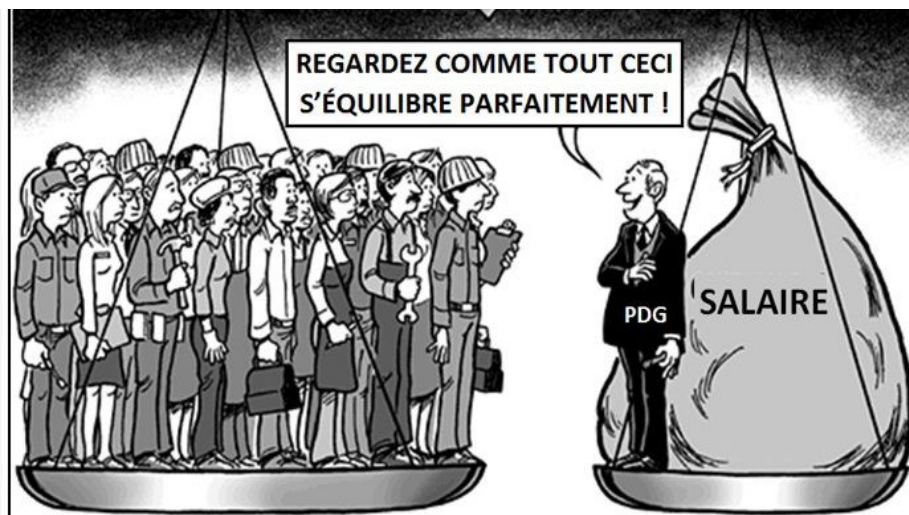
Nous devrions en renégocier un pour une durée de 3 ans comme la loi le prévoit. Mais face aux incertitudes de la situation économique actuelle, tous les syndicats ont demandé que notre futur accord ne porte que sur 2020. Une autre négociation portant sur les années 2021/2022 devra avoir lieu début 2021.

Pour la CGT, comme pour l'intersyndicale, l'objectif est de rééquilibrer le partage des richesses produites par les salariés. Car si les sommes perçues par les salariés augmentent très légèrement chaque année, c'est sans commune mesure avec l'augmentation des profits.

En bref, **la part des résultats qui revient aux salariés est chaque année plus faible** : 25 % avant 2007, 16 % en 2016 et seulement 11 % cette année !

En réalité, plus les bénéfices augmentent année après année, plus le pourcentage reversé aux salariés diminue, ce sont 2 courbes inversement proportionnelles !

Nous sommes conscient des besoins d'investissement de Chronopost pour développer notre réseau, nos hub, nos chambres froides et véhicules frigo, etc... mais il est inacceptable de voir chaque année la part des bénéfices revenant aux salariés se réduire comme peau de chagrin !



**La CGT propose un partage des résultats équilibré :**

- ✓ 1/3 pour l'actionnaire,
- ✓ 1/3 pour les investissements,
- et ✓ 1/3 pour les salariés.

Aujourd'hui, malgré la crise sanitaire, les perspectives économiques de Chronopost restent très bonnes. La direction doit donc entendre l'intersyndicale et équilibrer le partage des résultats en augmentant la part pour les salariés...

## LA FRANCE TESTÉE POSITIVE AUX INÉGALITÉS

(Christian Chavagneux, Alternatives économiques)

On n'avait pas besoin de ça. Le capitalisme contemporain est inégalitaire, on le sait et, malheureusement, la crise du Covid ne fait que renforcer le mouvement. Le Fonds monétaire international (FMI) vient d'étudier 5 épidémies survenues depuis le début des années 2000 (Sras, Ebola, H1N1...) et le résultat est très clair : les pays qui en sont victimes voient leurs inégalités s'accroître. En France, des premiers éléments permettent de comprendre comment le confinement a proportionnellement pénalisé davantage les plus démunis.

### Les effets différenciés du confinement

L'Institut national des études démographiques (INED) suit le comportement des Françaises et des Français depuis plusieurs semaines. Ses enquêtes font ressortir des situations très contrastées. Ainsi, environ un quart des ménages aisés ont perdu des revenus ces dernières semaines contre 44 % des plus pauvres. Autre façon de voir le même problème :

**20 % des cadres ont vu leurs revenus diminuer contre 40 % des ouvriers.**

Les trois quarts des diplômés du supérieur ont continué à travailler durant le confinement contre un tiers des personnes sans diplôme. Seuls un tiers des cadres ont été obligés de sortir de chez eux contre trois quarts des employés et 96 % des ouvriers. Dans les transports en commun, avec peu de protection, surtout au début.

**L'INED montre que les femmes sont plus désavantagées que les hommes, les jeunes sont plus touchés, comme les mal-logés, ceux en contrat précaire, etc...**

Le Covid renforce la distanciation sociale, comprise au sens le plus large. A cet égard, le département de la Seine-Saint-Denis apparaît comme le reflet de tous ces problèmes : nombre important de personnes à risques, logements exigus et une concentration de métiers de forte utilité sociale obligeant les personnes à se déplacer. Résultat, le département affiche un taux de mortalité extrêmement élevé (...).

### CORONAVIRUS : EN SEINE-SAINT-DENIS, UN EXCÈS DE MORTALITÉ EXCEPTIONNEL



Le débat fiscal s'est largement concentré sur le retour ou non de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Le rétablir enverrait un signal politique et social fort. Un signal que le gouvernement n'est pas prêt à envoyer, souhaitant rester dans la droite ligne du président des riches. Au moment de sa suppression, cet impôt rapportait environ 5 milliards d'euros de recettes fiscales. C'est significatif, mais pas à la hauteur des plus de 400 milliards environ que nous coûte la crise. Même si la BCE finance largement cet accroissement de dette, elle ne pourra pas tout prendre en compte.

Aussi, une véritable conscription des richesses pourrait-elle passer par un

impôt unique, une « flat tax » prélevée une fois sur les plus gros patrimoines. A titre illustratif, sur les 15 000 milliards d'euros, en gros, du patrimoine total des Français, un tiers est détenu par les 5 % les plus riches. **Une taxe de 2 % sur ces patrimoines élevés rapporterait 100 milliards.**

On est bien alors dans les ordres de grandeur du coût de la crise. Il ne s'agit pas d'augmenter les impôts mais d'un prélèvement unique, une contribution des très aisés.

Enfin, on peut contribuer à réduire les inégalités de revenus en faisant progresser ceux du bas. Le salaire moyen d'une personne à la caisse d'un supermarché est de 1 500 euros nets, 1 700 pour un éboueur, 2 200 pour un infirmier. Dans le même temps, 218 personnes touchent plus de 1 million d'euros chez BNP-Paribas, essentiellement des traders. L'épidémie a permis de faire comprendre combien la caissière, l'éboueur et le personnel hospitalier représentent des métiers indispensables, en période de pandémie, mais aussi de manière générale, sans que cela soit reconnu dans leur rémunération.

**Une chose est certaine : la pandémie n'aura eu un effet structurel sur notre capitalisme contemporain que si, en faisant ressortir encore plus sa dimension inégalitaire, il incite nos élites économiques, publiques et privées, à agir pour les réduire.**

On peut rêver....





## UBER ET L'ARGENT D'UBER ?

Coup de sifflet et carton rouge !

La cour de cassation a rendu un arrêt historique en requalifiant en contrat de travail, la relation entre un chauffeur « indépendant » et la société UBER.

Désactivé sans explication de la plate-forme Uber, le chauffeur VTC Maximilien Petrovic avait saisi en 2017 la justice pour demander que son statut de salarié soit reconnu. Le 4 mars dernier, la cour de cassation a rejeté le pourvoi d'Uber et validé la requalification en contrat de travail du lien qu'il entretenait avec la plate-forme.

La haute instance a estimé que le statut de travailleur indépendant était fictif dès lors qu'il existait lors de la connexion, un lien de subordination entre le chauffeur et la société. Le chauffeur ayant recours à l'application ne pouvant ni constituer sa propre clientèle, ni fixer ses tarifs, ni décider de son itinéraire imposé par la plate-forme.

Cette première requalification est une décision pionnière estime Hélène Viart de l'espace Droits, libertés et actions juridiques de la CGT. Elle montre que ces travailleurs sont placés en position de subordination. Ils n'ont pas la pleine maîtrise de leur activité, sachant que quelqu'un d'autre tire profit de leur travail. Demain les 30 000 chauffeurs VTC pourraient s'appuyer sur cette nouvelles jurisprudence.

**La CGT, qui accompagne les travailleurs des plate-formes désireux de monter leur dossier de requalification, soutient aussi ceux qui veulent rester indépendant. Elle les aide à conquérir plus de droits. A Nantes, Dijon, Lyon, Strasbourg, Bordeaux, des syndicats se créent et on réfléchit à organiser les travailleurs qui veulent monter des coopératives.**

## Résultats de Avril 2020

(par rapport à Avril 2019)

Volume d'activité : →

Chiffre d'affaire : →

Résultat d'exploitation : →

**NON  
Communiqués**



## CULTURE

### HISTOIRE SOCIALE

La grippe espagnole :  
l'autre pandémie



15 novembre 1918 : Le billet en une de La Tribune des cheminots est signé D. Guilhaud : « Il est entendu que la grippe sévit sur tout le territoire. **De toutes les classes, celle des travailleurs paie le plus largement sa dîme.** Depuis 3 mois

une forme sévère de la grippe sévit en Europe. Apparue officiellement en mars aux États Unis, elle s'est propagée par le biais des 2 millions de soldats américains débarqués en France. D'abord minimisé par les autorités, le virus se révèle très contagieux, se répand partout à la faveur des trains, des hôpitaux, des casernes. Elle entraîne une mort fulgurante. »

Alors que tout manque : Lits d'hôpitaux, médicaments, personnel médical, cercueils, les salles de classe, les cafés, les salles de spectacles ferment tout à tour. L'épidémie devient pandémie et se solde par 20 à 50 millions de morts. Soit en quelques mois plus qu'au court de la 1ère guerre mondiale ! Durant cette période, seule la presse ibérique, en raison de la neutralité de l'Espagne durant le conflit, s'est fait librement l'écho du désastre sanitaire. D'où le nom de « grippe espagnole ». Il faudra attendre 1988 pour découvrir la véritable identité de ce virus, de type H1N1, qui fit à nouveau 280000 morts à travers le monde en 2009.

## Bulletin de contact et de syndicalisation CGT

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

(Facultatif) Téléphones → (perso)

→ pro

Grade/Classification

Métier

Service/Bureau (nom et adresse)

**MATERIEL FINANCÉ  
PAR LES COTISATIONS  
DES SYNDIQUÉS CGT**